

JEAN DE KERVADOUE

Professeur CNAM

Narendra Taneja, PDG de la World Oil & Gas Assembly (WOGA)

C'est fort bien, mais avant de poser des questions, quelles sont vos opinions sur le sujet ? Sommes-nous trop indulgents ou exagérément critiques envers les grandes entreprises impliquées dans ce secteur ? A moins que nous ne saisissons pas les priorités en la matière, pour trouver des remèdes, ou pour la prévention, comme vous l'avez dit, ainsi que pour la gestion de la maladie. La perception globale, tout du moins dans la partie du monde dont je suis originaire, est que les grandes sociétés telles que la vôtre se concentrent exclusivement sur la gestion. Il est peut-être un peu question de prévention, mais l'accent est davantage mis sur la gestion, parce que c'est là que se trouve l'argent.

Jean de Kervasdoué, Professeur CNAM

La réponse à votre question est oui, mais la réponse est relativement triviale. C'est-à-dire qu'il est clair que les entreprises répondent à un marché. Ce n'est pas aujourd'hui qu'on le découvre tous. Mais la bonne nouvelle, pour répondre à votre question, c'est qu'il y a énormément de médicaments qui sont tombés dans le public comme on dit dans notre jargon et que l'on peut avec les génériques qui existent sur le marché et les vaccins qui ne sont pas cher soigner quasiment l'ensemble des pathologies. Votre pays l'Inde est un grand fabricant de génériques. Je voudrais revenir sur deux points. Le premier, c'est sur la grippe. La grippe n'a rien à voir avec le réchauffement de la planète. La grande épidémie de grippe a fait en 1918 de l'ordre de 60 millions de morts. La grippe de Kong Kong a tué en France 30 000 personnes en 1968. La grippe récente H1N1 en a tué 300. On pourra reparler de la grippe si vous voulez.

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

On va en parler avec ceux qui ont vécu d'abord le déclenchement du phénomène, c'est-à-dire les Mexicains.

Jean de Kervasdoué, Professeur CNAM

J'ai juste un autre mot à ajouter sur ce qu'a dit Monsieur Ban Ki-Moon tout à l'heure à propos de la population mondiale en 2050. J'ai regardé de près et les statistiques récentes et les prévisions des Nations Unies, elles remontent à 2000 et selon mon opinion, nous ne serons jamais 9 milliards d'êtres humains. Parce qu'il y a un phénomène qui se produit très rapidement et que l'on a beaucoup sous-estimé, c'est la baisse de natalité dans l'ensemble des pays du monde, à part les pays d'Afrique subsaharienne, puisque dans un pays comme celui dans lequel nous sommes, en l'occurrence le Maroc, il y avait 7 enfants par femme en 1964. Aujourd'hui, il y en a moins de 2. Les prévisions des Nations Unies sont de 2,1 enfants par femme à partir de 2020. Je voudrais revenir à un problème général c'est que l'augmentation de l'espérance de vie dans tous les pays augmente de manière spectaculaire. C'est incroyable. En Chine, on est passé, entre 1960 et aujourd'hui, d'une espérance de vie de 35 ans à une espérance de vie de 73 ans. On a gagné 36 ans en Chine, en 50 ans. Le problème de l'ensemble des pays y compris l'Inde, y compris le Maroc, etc., c'est qu'ils ont à faire face à deux types de pathologies. Ils ont à faire face, pour une partie riche de la population,

aux pathologies occidentales et ils ont également à faire face, pour les autres, aux pathologies des pays les plus pauvres.

Narendra Taneja, PDG de la World Oil & Gas Assembly (WOGA)

Nous voyons bien que le niveau de population, tout particulièrement, est un sujet profondément sensible dans la plupart des sociétés, pour nous au Bangladesh, en Chine, en Inde et de manière croissante au Moyen-Orient. Lorsque nous considérons la gouvernance mondiale, nous constatons que des pays comme l'Inde, voire le Népal, sont désormais surpeuplés. C'est la raison pour laquelle des milliers et des milliers de Népalais vont en Inde pour trouver du travail. Lorsqu'il s'agit de problèmes comme la démographie, les solutions contre les maladies et la gouvernance mondiale, comment les prendre en compte dans le contexte de la gouvernance mondiale ?

Le sujet de la démographie est extrêmement controversé sur le plan politique dans les sociétés où il pose un problème majeur, mais personne n'en parle réellement. Nous l'appelons même la vache sacrée ; plus personne en Inde ne parle de population. Aucune personnalité politique au Bangladesh ne parle de démographie; aucune personnalité politique au Népal ne parle de démographie. C'est un sujet extrêmement controversé et les politiques ne veulent pas perdre leur popularité. Dans certains cas, au niveau local, plus personne ne veut aborder le sujet ; il s'agit désormais d'une vache sacrée. En ce qui concerne la gouvernance mondiale, de quoi parlons-nous ici ?

Jean de Kervasdoué, Professeur CNAM

Je n'aurais pas la prétention de traiter de ce sujet en 30 secondes ni même en deux jours. Je pense que l'on n'a pas de réponse à votre question, si ce n'est de remarquer que le taux de natalité baisse avec l'éducation des femmes et que le taux de natalité baisse partout dans le monde beaucoup plus vite qu'on ne le pensait. Je vous signale d'ailleurs que la Chine en 2050 sera plus âgée que les Etats-Unis. En 2050, l'âge moyen en Chine sera de 48 ans alors qu'aujourd'hui, il est de 34 ans. Aux Etats-Unis, il est de 37 ans aujourd'hui et il sera de 43 ans. On a un phénomène de vieillissement mondial dû à deux phénomènes qui sont l'allongement de la durée de vie et la baisse de la natalité. On sait tous que la télévision et le niveau d'éducation contribuent à la baisse de la natalité. C'est beaucoup moins vrai en Inde qu'en Chine, mais beaucoup plus qu'on ne le pensait dans les pays du Moyen Orient. L'évolution actuelle est absolument incroyable et m'amène à parler d'un phénomène général, et je m'arrêterai là, qui est ma grande inquiétude, c'est le fait, pour beaucoup de pays, d'avoir un système de solidarité pour la classe moyenne, d'avoir bien entendu des gens riches qui représentent 10 à 15% de la population et des gens pauvres qui représentent à peu près 50% de la population.

Je voudrais simplement signaler à tous les gens qui sont ici ou rappeler à tous les gens qui sont ici que quand l'Allemagne a créé son système de sécurité sociale en 1883, l'Allemagne était moins riche que le Maroc aujourd'hui, que la Chine aujourd'hui, que l'Inde aujourd'hui. On assiste à un phénomène de rupture de solidarité dans beaucoup de ces pays et du fait de la croissance des maladies de longue durée. Comme me le disait récemment une amie américaine : « C'est facile d'avoir une maladie à 1 million de dollars ». C'est vraiment à ce type de conférence qu'on peut le dire, réfléchissez et regardez dans les pays riches, les systèmes de santé les moins chers sont les systèmes les plus solidaires. Contrairement à ce qu'on pense, plus les gens paient, plus c'est cher. Je vous rappellerai qu'aux Etats-Unis aujourd'hui, les dépenses de santé, c'est 17,2% du PIB. Les américains vivent 5 ans de moins que les Japonais qui dépensent 8,5% du PIB pour leur santé. Les Américains vivaient 15 ans de plus que les Japonais en 1939, aujourd'hui 5 ans de moins. Vous savez que les Japonais vivent 2 ans de plus que les Européens.

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

Alors, qu'est-ce que ça veut dire en matière de gouvernance mondiale l'accumulation de chiffres et de données ? Qu'est-ce que ça veut dire ? Parce qu'il y a des difficultés dont parlait Narendra Taneja tout à l'heure pour arriver à des gouvernances mondiales quand il y a les lois nationales, les résistances nationales, les injustices nationales qui créent la pauvreté, les maladies et en même temps les mouvements de population.

Jean de Kervasdoué, Professeur CNAM

Je reprendrai ce qu'a dit notre collègue mexicain. Il y a un vrai problème de gouvernance mondiale sur les maladies infectieuses et les maladies infectieuses ont un bel avenir, notamment du fait de la climatisation parce que toutes les bestioles qui vivent dans la climatisation, elles se baladent tous les jours. Le problème de la grippe comme elle est partie au Mexique, c'est que comme le système d'observance du Mexique est moins précis que celui des pays européens, seuls sont venus à l'hôpital des gens très malades et donc, on a surestimé la dangerosité de cette épidémie-là. On a un vrai problème collectif mondial d'observance.

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

Comment les Etats, les individus, les groupes peuvent-ils se prémunir contre ces maladies dont on sait qu'elles vont arriver, qu'elles sont infectieuses ? D'autre part, il y a les anciennes. Je ne sais pas combien de personnes sont infectées dans le monde par la tuberculose et quand je vois qu'il y a 2,5 millions de morts liés à la tuberculose, je me dis qu'il y a les maladies anciennes et celles qui arrivent et d'où elles viendront.

Jean de Kervasdoué, Professeur CNAM

Jean-Pierre, je répète ce que j'ai dit. Vous savez que les virologues pensent que la grippe aviaire qui est mortelle, mais heureusement pas contagieuse, réapparaîtra. Notre inquiétude à tous, c'est qu'elle apparaisse dans un pays pauvre où il n'y a pas de système de surveillance épidémiologique. On a un vrai problème de gouvernance mondiale.

Narendra Taneja, PDG de la World Oil & Gas Assembly (WOGA)

C'est très exactement ma question. Il existe des inquiétudes, mais en prenant tous ces aspects en considération, on constate que la démographie n'est pas à proprement parler une question brûlante à l'ordre du jour mondial. En ce qui concerne les services de santé, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne dispose plus de la stature et de la reconnaissance qui étaient les siennes il y a moins de vingt ans. Nous l'avons bien vu ; évidemment, il peut y avoir des divergences d'opinion.

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

Quelle est la preuve qu'elle n'a plus la même réputation ?

Narendra Taneja, PDG de la World Oil & Gas Assembly (WOGA)

L'accent au sein des organisations des Nations Unies et d'autres organisations internationales est davantage mis sur le changement climatique et d'autres questions. Je dis simplement que ce n'est plus la même chose qu'auparavant. Ils ne peuvent pas s'exprimer aussi fortement qu'il y a vingt ans. Je parle ici en termes de qualité de l'argumentation, de la qualité de l'engagement de poursuites au nom des pays en développement.